

Art. 8. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 24 augustus 2023.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46533]

28 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, les articles 2, alinéa 2, 3 et 23.

Vu le rapport du 29 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2023 ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 14 février 2023, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 72.759/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Mobilité » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 23 novembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 8 juillet 2021 : le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales ;

2° l'administration : le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

CHAPITRE II. — Procédure pour l'obtention d'une licence pour cyclopartage en flotte libre

Section 1^{re}. — L'introduction de la demande de licence pour cyclopartage en flotte libre

Art. 2. § 1^{er} La demande de licence est introduite par un envoi au moyen d'un formulaire en ligne accessible sur le portail de la Mobilité en Wallonie. En cas d'indisponibilité du formulaire, une demande par courriel est acceptée.

§ 2. La demande de licence pour cyclopartage en flotte libre contient :

1. les documents qui démontrent comment les conditions d'octroi de la licence pour cyclopartage en flotte libre visées au chapitre 3 sont respectées ;

2. les données d'identification de l'opérateur, en ce compris son nom, son numéro à la banque carrefour des entreprises, l'adresse de son siège social et de ses unités d'établissement en Belgique ;

3. les noms, prénoms, courriel et téléphone de la personne gestionnaire de la demande ;

4. le numéro de téléphone et le courriel du point de contact de l'opérateur joignable en permanence ;

5. la manière par laquelle toute personne peut signaler à l'opérateur un véhicule de cyclopartage dont le stationnement ne respecte pas les règles du Code de la route ou les règles établies par l'autorité régionale ou communale ;

6. les types de véhicules de cyclopartage proposés et leurs caractéristiques ;

7. les prix appliqués ;

8. la manière dont l'opérateur vérifie que le service soit intégré dans les applications d'itinéraires multimodaux et sur les plateformes Internet permettant de planifier des déplacements.

§ 3. L'administration accuse réception par voie électronique de la demande dans les dix jours ouvrables.

§ 4. L'administration est le responsable du traitement, au sens de l'article 4, alinéa 1^{er}, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), pour les données à caractère personnel visées au § 2, 2°, 3° et 4°.

L'administration est le seul destinataire de ces données. Ces dernières ne sont pas transmises à des tiers.

Ces données sont conservées aussi longtemps que la licence est active. Elles sont supprimées par l'administration trois ans après l'échéance ou le retrait de la licence, sauf lorsqu'existe un contentieux ou une autre obligation légale.

Section 2. — L'examen de la demande et décision du Gouvernement

Art. 3. L'administration notifie par voie électronique à l'opérateur la complétude du dossier dans les dix jours ouvrables de la réception visée à l'article 2, § 3.

Si le dossier est incomplet, l'opérateur fournit à la demande de l'administration les informations complémentaires utiles à l'instruction de la demande. Sur base des nouveaux éléments, l'administration notifie par voie électronique à l'opérateur la complétude du dossier dans les dix jours ouvrables.

Art. 4. La décision du Gouvernement sur la demande d'octroi de la licence pour cyclopartage en flotte libre est notifiée par voie électronique à l'opérateur dans un délai de soixante jours ouvrables suivant la réception du dossier complet. Ce délai est suspendu du 24 décembre au 2 janvier inclus et du 15 juillet au 15 août inclus.

CHAPITRE III. — Conditions pour l'obtention d'une licence pour cyclopartage en flotte libre

Art. 5. Les conditions pour l'obtention d'une licence pour cyclopartage en flotte libre sont reprises aux articles 6 à 18.

Art. 6. Les caractéristiques techniques des véhicules de cyclopartage sont déterminées en fonction du type de véhicule concerné.

Les véhicules de cyclopartage mis à disposition dans le cadre d'un partage en flotte libre satisfont aux exigences techniques suivantes :

- 1° ils sont conformes aux prescriptions techniques figurant dans le Code de la Route ;
- 2° ils sont munis de garde-boues ;
- 3° la batterie ne peut pas être accrochée à la potence ;
- 4° ils peuvent supporter une charge de cent kilos ;
- 5° ils peuvent être utilisés par des personnes qui mesurent entre 1m50 et 2m10 ;
- 6° ils sont équipés d'un dispositif de bridage de la vitesse de propulsion motorisée lié à la géolocalisation des véhicules de cyclopartage ;
- 7° ils respectent la dimension de genre.

Les cycles visés à l'article 1^{er}, 11°, a), du décret du 8 juillet 2021 mis à disposition dans le cadre d'un service de partage en flotte libre satisfont également aux exigences techniques supplémentaires suivantes :

- 1° ils peuvent supporter une charge de cent vingt kilos ;
- 2° ils disposent d'au moins trois vitesses ;
- 3° ils disposent d'une selle réglable en hauteur.

Les cyclomoteurs visés à l'article 1^{er}, 11°, b), c) et d), du décret du 8 juillet 2021 mis à disposition dans le cadre d'un service de partage en flotte satisfont aux exigences techniques supplémentaires suivantes :

- 1° ils sont conformes aux prescriptions techniques figurant dans l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques ;
- 2° ils peuvent supporter une charge de cent vingt kilos.

Art. 7. Une promotion de la sécurité routière est réalisée comme suit :

- 1° une sensibilisation de base à l'utilisation sécuritaire du véhicule de cyclopartage proposé est une étape obligatoire lors de l'inscription du client aux services de l'opérateur ;
- 2° l'opérateur diffuse à destination des usagers, lors de chaque connexion à ses services, un message de sensibilisation relatif à la sécurité routière ;
- 3° l'opérateur propose à ses clients des formations, digitales ou non, relatives à un usage sans danger pour l'utilisateur de ses véhicules de cyclopartage et les autres usagers dans un environnement urbain.

Art. 8. Les véhicules répondent aux conditions environnementales et durables suivantes :

- 1° les véhicules de cyclopartage motorisés proposés par l'opérateur sont des véhicules électriques ;
- 2° l'opérateur est en capacité de maintenir son parc de véhicules de cyclopartage afin que la durée de vie moyenne de son parc soit de minimum :
 - a) un an pour les engins de déplacement visés à l'article 1^{er}, 11°, e), du décret du 8 juillet 2021 ;
 - b) deux ans pour les cycles visés à l'article 1^{er}, 11°, a), du décret du 8 juillet 2021 ;
 - c) trois ans pour les cyclomoteurs visés à l'article 1^{er}, 11°, b), c) et d), du décret du 8 juillet 2021.
- 3° les véhicules de cyclopartage hors d'usage ou leurs composants font l'objet d'une filière de recyclage et de revalorisation des déchets ;
- 4° l'opérateur et ses sous-traitants font usage exclusivement d'électricité verte pour le rechargement des véhicules de cyclopartage entièrement ou partiellement motorisés ;
- 5° afin de rester dans une démarche durable, la gestion de la flotte, soit le changement des batteries et la collecte des véhicules de cyclopartage, est assurée exclusivement :
 - a) par des véhicules non motorisés ou par des véhicules électriques à hauteur minimum de cinquante pour cent dès 2023 et de cent pour cent en 2026 ;
 - b) par une ou plusieurs entreprises locales dont l'unité d'établissement est située à moins de cinquante kilomètres de la zone d'exploitation.

Art. 9. L'opérateur et ses sous-traitants sont en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de leurs activités et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou sont engagés dans une procédure de régularisation.

Art. 10. L'opérateur déclare la part de sous-traitance et l'identification de ses sous-traitants. Il signale par voie électronique à l'administration toute modification en cours d'exploitation de la licence pour cyclopartage en flotte libre.

Art. 11. L'opérateur et ses sous-traitants respectent les législations européennes et nationales relatives à la protection des données personnelles.

L'opérateur effectue une autoévaluation périodique du respect de la réglementation relative à la protection de la vie privée.

Art. 12. L'opérateur rend public en temps réel et en open data dans un format déterminé par l'administration le type de véhicules de cyclopartage disponibles et leur géolocalisation au sein du territoire de la zone de cyclopartage.

Art. 13. L'opérateur fournit gratuitement à l'administration et aux communes dans lesquelles il opère, par type de véhicule de cyclopartage, les informations et données suivantes par périodes définies par le Ministre, au rythme et aux formats définis par le Ministre :

1° les zones d'exploitation en Wallonie où il a opéré sur la période;

2° la fréquentation des rues par ses véhicules de cyclopartage en moyenne sur la période, sous forme de carte de chaleur ;

3° le classement des lieux, par volume agrégés sur la période, de retraits et de dépôts de ses véhicules de cyclopartage;

4° le nombre cumulé sur la période par zone d'exploitation, détaillée par commune le cas échéant, par plage horaire et par type de jour :

a) d'utilisateurs, répartis par genre et tranches d'âge, et de manière anonymisée ;

b) de trajets parcourus en ce compris leur distance cumulée ;

c) de véhicules de cyclopartage disponibles ;

5° le nombre de locations par véhicule de cyclopartage d'un même type et par jour calculé sur la période;

6° les statistiques concernant la vitesse moyenne des parcours réalisés par ses véhicules de cyclopartage sur la période ;

7° le nombre total d'utilisateurs sur la période, détaillé en nouveaux utilisateurs et en utilisateurs actifs;

8° la durée de vie moyenne de sa flotte de véhicules en Wallonie depuis l'obtention de la licence.

Les périodes définies par le Ministre ne peuvent être inférieures à un mois.

L'opérateur qui démontre qu'il lui est techniquement impossible de rassembler les informations et les données visées à l'alinéa 1^{er} ou une partie de celles-ci peut obtenir une exemption de cette obligation auprès du Directeur général de l'administration.

Art. 14. L'opérateur et ses sous-traitants souscrivent une assurance qui couvre leur responsabilité civile et qui intègre la prise en charge des risques inhérents au comportement des utilisateurs.

Art. 15. Les véhicules visés à l'article 1^{er}, 11°, b), c) et d), du décret du 8 juillet 2021 sont couverts par une assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs souscrite par l'opérateur.

Art. 16. L'opérateur met en place un point de contact joignable en permanence par les communes dans lesquelles il opère.

Art. 17. Le logiciel du système embarqué du véhicule de cyclopartage dispose d'une protection contre les attaques.

Art. 18. Les véhicules de cyclopartage sont équipés d'un dispositif permettant le contrôle en temps réel du dépôt des véhicules de cyclopartage dans des zones autorisées en fin de location.

CHAPITRE IV. — *Le renouvellement de la licence pour cyclopartage en flotte libre*

Art. 19. L'opérateur demande le renouvellement de la licence pour cyclopartage en flotte libre au moins nonante jours avant son échéance, auprès de l'administration selon les modalités qu'elle détermine.

La demande de renouvellement contient une actualisation du dossier initial visé à l'article 2.

CHAPITRE V. — *Retrait et suspension de la licence pour cyclopartage en flotte libre*

Art. 20. L'administration instruit le dossier de retrait ou de suspension de la licence initié suite à la décision visée à l'article 18 du décret du 8 juillet 2021.

L'administration organise et procède à l'audition visée à l'article 19, alinéa 2, du décret du 8 juillet 2021.

La décision du Gouvernement acquiert force exécutoire trois jours après sa notification à l'opérateur.

CHAPITRE VI. — *Délais*

Art. 21. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Pour l'application du présent arrêté, constitue un « jour ouvrable » chaque jour à l'exception d'un samedi, d'un dimanche ou d'un jour férié légal.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 22. Les opérateurs qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, proposent déjà des véhicules de cyclopartage depuis plus d'un mois sur le territoire de la Région wallonne, disposent d'une licence pour cyclopartage en flotte libre au 1^{er} janvier 2024 au plus tard.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté
Namur, le 24 août 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46533]

28. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 8. Juli 2021 über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 8. Juli 2021 über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit, Artikel 2 Absatz 2, 3 und 23.

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 29. September 2022;

Aufgrund der am 9. März 2023 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 14. Februar 2023 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund des am 11. Januar 2023 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.759/4;

Aufgrund des am 16. Juni 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die um 15 Tage verlängert wurde;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 23. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Mobilität" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret vom 8. Juli 2021: das Dekret vom 8. Juli 2021 über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit;

2° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen.

KAPITEL II — Verfahren zur Erlangung einer Lizenz für stationsloses Bikesharing

Abschnitt 1 — Einreichung des Antrags auf eine Lizenz für stationsloses Bikesharing

Art. 2 - § 1. Der Antrag auf eine Lizenz wird durch Einsenden eines Online-Formulars gestellt, das auf dem Mobilitätsportal der Wallonie zugänglich ist. Falls das Formular nicht verfügbar ist, wird eine Anfrage per E-Mail akzeptiert.

§ 2. Der Antrag auf eine Lizenz für stationsloses Bikesharing umfasst:

1. die Dokumente, die belegen, wie die in Kapitel 3 genannten Bedingungen für die Erteilung einer Lizenz für stationsloses Bikesharing erfüllt werden;

2. die Identifikationsdaten des Betreibers, einschließlich seines Namens, seiner Nummer in der Zentralen Datenbank der Unternehmen, der Adresse seines Firmensitzes und seiner Niederlassungen in Belgien;

3. Name, Vorname, E-Mail-Adresse und Telefonnummer der Person, die den Antrag bearbeitet;

4. Telefonnummer und E-Mail der ständig erreichbaren Kontaktstelle des Betreibers;

5. die Art und Weise, wie jede Person dem Betreiber ein Bikesharing-Verkehrsmittel melden kann, das nicht entsprechend den Regeln der Straßenverkehrsordnung oder den von der regionalen oder kommunalen Behörde festgelegten Regeln abgestellt ist;

6. die Arten der angebotenen Bikesharing-Verkehrsmittel und ihre Merkmale;

7. die angewandten Preise;

8. die Art und Weise, wie der Betreiber sicherstellt, dass der Dienst in multimodale Routenanwendungen und Internetplattformen zur Reiseplanung integriert wird.

§ 3. Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags innerhalb von zehn Arbeitstagen auf elektronischem Weg.

§ 4. Die Verwaltung ist der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne von Artikel 4, Absatz 1, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) für die in § 2, 2°, 3° und 4° genannten personenbezogenen Daten.

Die Verwaltung ist der einzige Empfänger dieser Daten. Diese werden nicht an Dritte weitergegeben.

Diese Daten werden so lange aufbewahrt, wie die Lizenz aktiv ist. Sie werden von der Verwaltung drei Jahre nach Ablauf oder Entzug der Lizenz gelöscht, außer wenn es einen Rechtsstreit oder eine andere rechtliche Verpflichtung gibt.

Abschnitt 2 — Prüfung des Antrags und Entscheidung der Regierung

Art. 3 - Die Verwaltung teilt dem Betreiber innerhalb von zehn Werktagen nach dem in Artikel 2 § 3 genannten Empfang auf elektronischem Wege mit, dass die Akte vollständig ist.

Ist die Akte unvollständig, liefert der Betreiber auf Verlangen der Verwaltung zusätzliche Informationen, die für die Prüfung des Antrags relevant sind. Auf der Grundlage der neuen Angaben teilt die Verwaltung dem Betreiber innerhalb von zehn Werktagen auf elektronischem Wege mit, dass die Akte vollständig ist.

Art. 4 - Die Entscheidung der Regierung über den Antrag auf Erteilung der Lizenz für stationsloses Bikesharing wird dem Betreiber innerhalb von sechzig Werktagen nach Erhalt der vollständigen Unterlagen auf elektronischem Wege mitgeteilt. Diese Frist wird vom 24. Dezember bis einschließlich 2. Januar und vom 15. Juli bis einschließlich 15. August ausgesetzt.

KAPITEL III — Bedingungen für die Erteilung einer Lizenz für stationsloses Bikesharing

Art. 5 - Die Bedingungen für die Erteilung einer Lizenz für stationsloses Bikesharing werden in den Artikeln 6 bis 18 aufgeführt.

Art. 6 - Die technischen Merkmale von Bikesharing-Verkehrsmittel werden je nach Art des betreffenden Fahrrads festgelegt.

Bikesharing-Verkehrsmittel, die im Rahmen von des stationslosen Bikesharing zur Verfügung gestellt werden, müssen die folgenden technischen Anforderungen erfüllen:

- 1° sie entsprechen den technischen Vorschriften der Straßenverkehrsordnung;
- 2° sie sind mit Schutzblechen ausgestattet;
- 3° die Batterie darf nicht am Vorbau befestigt werden;
- 4° sie können eine Last von 100 kg tragen;
- 5° sie können von Personen benutzt werden, die zwischen 1,50 und 2,10 m groß sind;
- 6° sie sind mit einer Vorrichtung zur Begrenzung der Geschwindigkeit des motorisierten Antriebs ausgestattet, die mit der Geolokalisierung der Bikesharing-Verkehrsmittel verbunden ist;
- 7° sie respektieren die Integration des Gender Mainstreaming.

Fahrräder gemäß Artikel 1 Ziffer 11 Buchstabe *a*) des Dekrets vom 8. Juli 2021, die im Rahmen eines stationslosen Sharing-Dienstes zur Verfügung gestellt werden, müssen außerdem die folgenden zusätzlichen technischen Anforderungen erfüllen:

- 1° sie können eine Last von 120 kg tragen;
- 2° sie verfügen über mindestens drei Gänge;
- 3° sie verfügen über einen höhenverstellbaren Sattel.

Kleinkrafträder gemäß Artikel 1 Ziffer 11 Buchstaben *b*), *c*) und *d*) des Dekrets vom 8. Juli 2021, die im Rahmen eines stationslosen Sharing-Dienstes zur Verfügung gestellt werden, müssen außerdem die folgenden zusätzlichen technischen Anforderungen erfüllen:

1° sie entsprechen den technischen Vorschriften, die im Königlichen Erlass vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger angeführt sind;

- 2° sie können eine Last von 120 kg tragen;

Art. 7 - Eine Förderung der Verkehrssicherheit wird wie folgt durchgeführt:

1° eine grundlegende Sensibilisierung für die sichere Nutzung des angebotenen Bikesharing-Verkehrsmittels ist ein obligatorischer Schritt bei der Registrierung des Kunden für die Dienste des Betreibers;

2° der Betreiber verbreitet bei jeder Anmeldung bei seinen Diensten eine Nachricht zur Sensibilisierung für die Verkehrssicherheit an die Nutzer;

3° der Betreiber bietet seinen Kunden digitale oder nicht digitale Schulungen an, die sich auf die sichere Nutzung seiner Bikesharing-Verkehrsmittel und anderer Verkehrsteilnehmer in einer städtischen Umgebung beziehen.

Art. 8 - Die Fahrzeuge erfüllen die folgenden Umwelt- und Nachhaltigkeitsbedingungen:

1° die vom Betreiber angebotenen motorisierten Bikesharing-Verkehrsmittel sind Elektrofahrzeuge;

2° der Betreiber ist in der Lage, seinen Bestand an Bikesharing-Verkehrsmitteln so zu erhalten, dass die durchschnittliche Lebensdauer seines Bestands mindestens:

- a*) ein Jahr für die Verkehrsmittel gemäß Artikel 1 Ziffer 11 Buchstabe *e*) des Dekrets vom 8. Juli 2021;
- b*) zwei Jahre für Fahrräder gemäß Artikel 1 Ziffer 11 Buchstabe *a*) des Dekrets vom 8. Juli 2021;
- b*) drei Jahre für Kleinkrafträder gemäß Artikel 1 Ziffer 11 Buchstaben *b*), *c*) und *d*) des Dekrets vom 8. Juli 2021.

3° die nicht mehr gebrauchsfähigen Bikesharing-Verkehrsmitteln oder ihre Bauteile sind Gegenstand eines Recycling- und Wiederverwertungsweges für Abfälle;

4° der Betreiber und seine Subunternehmer ausschließlich Ökostrom zum Aufladen von voll- oder teilmotorisierten Bikesharing-Verkehrsmittel verwenden;

5° Um einen nachhaltigen Ansatz zu verfolgen, wird das Flottenmanagement, d. h. der Batteriewechsel und die Abholung der Bikesharing-Verkehrsmittel, ausschließlich:

a) durch nicht motorisierte Fahrzeuge oder durch Elektrofahrzeuge mit einem Mindestanteil von fünfzig Prozent ab 2023 und von hundert Prozent im Jahr 2026 gewährleistet;

b) durch ein oder mehrere lokale Unternehmen, deren Niederlassungseinheit weniger als fünfzig Kilometer von der Betriebszone entfernt ist, gewährleistet.

Art. 9 - Der Betreiber und seine Subunternehmer erfüllen die gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung ihrer Tätigkeiten regeln, sowie die Steuer-, Sozial- und Umweltgesetze und -verordnungen oder haben ein Verfahren zur Regularisierung eingeleitet.

Art. 10 - Der Betreiber gibt den Anteil der Auftragsvergabe an Subunternehmer und die Identifizierung seiner Subunternehmer an. Er meldet der Verwaltung auf elektronischem Weg alle Änderungen, die während der Nutzung der Lizenz für stationsloses Bikesharing vorgenommen werden.

Art. 11 - Der Betreiber und seine Subunternehmer beachten die europäischen und nationalen Rechtsvorschriften über den Schutz personenbezogener Daten.

Der Betreiber führt regelmäßig eine Selbstbewertung der Einhaltung der Datenschutzvorschriften durch.

Art. 12 - Der Betreiber veröffentlicht in Echtzeit und als Open Data in einem von der Verwaltung festgelegten Format die Art der verfügbaren Bikesharing-Verkehrsmittel und deren Geolokalisierung innerhalb der Betriebszone des Bikesharing.

Art. 13 - Der Betreiber stellt der Verwaltung und den Gemeinden, in denen er tätig ist, pro Typ des Bikesharing-Verkehrsmittels kostenlos die folgenden Informationen und Daten in vom Minister festgelegten Zeiträumen, in dem vom Minister festgelegten Rhythmus und in den vom Minister festgelegten Formaten zur Verfügung:

1° die Betriebszonen in der Wallonie, in denen er über den Zeitraum tätig war;

2° die durchschnittliche Nutzung der Straßen durch seine Bikesharing-Verkehrsmittel während des Zeitraums in Form einer Heatmap;

3° die Rangliste der Orte, an denen seine Bikesharing-Verkehrsmittel während des Zeitraums abgeholt und abgestellt wurden, nach gesamten Volumen;

4° die kumulierte Anzahl während des Zeitraums pro Betriebszone, gegebenenfalls nach Gemeinden aufgeschlüsselt, pro Zeitzone und Tagestyp:

a) der Nutzer, aufgeschlüsselt nach Geschlecht und Altersgruppen und in anonymisierter Form;

b) der zurückgelegten Fahrten einschließlich ihrer kumulierten Entfernung;

c) der verfügbaren Bikesharing-Verkehrsmittel;

5° die über den Zeitraum berechnete Anzahl der Vermietungen pro Bikesharing-Verkehrsmittel desselben Typs und pro Tag;

6° Statistiken über die Durchschnittsgeschwindigkeit der von ihren Bikesharing-Verkehrsmitteln zurückgelegten Strecken über den Zeitraum;

7° die Gesamtzahl der Nutzer während des Zeitraums, aufgeschlüsselt nach neuen und aktiven Nutzern;

8° die durchschnittliche Lebensdauer seiner Fahrzeugflotte in Wallonien seit dem Erhalt der Lizenz.

Die vom Minister festgelegten Zeiträume dürfen nicht weniger als einen Monat betragen.

Ein Betreiber, der nachweist, dass es ihm technisch unmöglich ist, die in Absatz 1 genannten Informationen und Daten oder einen Teil davon zu sammeln, kann beim Generaldirektor der Verwaltung eine Befreiung von dieser Verpflichtung beantragen.

Art. 14 - Der Betreiber und seine Subunternehmer schließen eine Versicherung ab, die ihre zivilrechtliche Haftung abdeckt und die Übernahme der Risiken einschließt, die mit dem Verhalten der Nutzer verbunden sind.

Art. 15 - Die in Artikel 1 Ziffer 11 Buchstaben *b)*, *c)* und *d)* des Dekrets vom 8. Juli 2021 genannten Fahrzeuge sind durch eine vom Betreiber abgeschlossene obligatorische Kraftfahrzeughaftpflichtversicherung abgedeckt.

Art. 16 - Der Betreiber richtet eine Kontaktstelle ein, die für die Gemeinden, in denen er tätig ist, ständig erreichbar ist.

Art. 17 - Die Software des Bordsystems des Bikesharing-Verkehrsmittels ist gegen Angriffe geschützt.

Art. 18 - Bikesharing-Verkehrsmittel sind mit einer Vorrichtung ausgestattet, die es ermöglicht, in Echtzeit zu kontrollieren, ob die Bikesharing-Verkehrsmittel am Ende der Mietdauer in zugelassenen Bereichen abgestellt werden.

KAPITEL IV — Erneuerung der Lizenz für stationsloses Bikesharing

Art. 19 - Der Betreiber beantragt die Erneuerung der Lizenz für stationsloses Bikesharing mindestens neunzig Tage vor Ablauf der Lizenz bei der Verwaltung gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten.

Der Antrag auf Verlängerung enthält eine Aktualisierung der in Artikel 2 genannten ursprünglichen Unterlagen.

KAPITEL — V Entzug und Aussetzung der Lizenz für stationsloses Bikesharing

Art. 20 - Die Verwaltung bearbeitet die Akte über den Entzug oder die Aussetzung der Lizenz, die infolge der in Artikel 18 des Dekrets vom 8. Juli 2021 genannten Entscheidung eingeleitet wurde.

Die Verwaltung organisiert und führt die in Artikel 19, Absatz 2 des Dekrets vom 8. Juli 2021 genannte Anhörung durch.

Die Entscheidung der Regierung wird drei Tage nach ihrer Zustellung an den Betreiber rechtskräftig.

KAPITEL VI — *Fristen*

Art. 21 - Der Tag der Fälligkeit ist in die Frist eingeschlossen. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Für die Anwendung dieses Erlasses ist ein "Werktag" jeder Tag außer einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 22 - Die Betreiber, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Erlasses bereits seit mehr als einem Monat auf dem Gebiet der Wallonischen Region Bikesharing-Verkehrsmittel anbieten, verfügen spätestens am 1. Januar 2024 über eine Lizenz für stationsloses Bikesharing.

Art. 23 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 24 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. August 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/46533]

28 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 8 juli 2021 betreffende het vrije vloot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 8 juli 2021 betreffende het vrije vloot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, de artikelen 2, tweede lid, 3 en 23;

Gelet op het rapport van 29 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 maart 2023;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie op 14 februari 2023 overeenkomstig artikel 5, paragraaf 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies 72.759/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, verlengd met 15 dagen, gericht aan de Raad van State op 16 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Mobiliteit" van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 23 november 2022;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 8 juli 2021 : het decreet van 8 juli 2021 betreffende het vrije vloot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;

2° de administratie: de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor het verkrijgen van een vergunning voor vrije vloot fietsdelen**Afdeling 1. — De indiening van de vergunningsaanvraag voor vrije vloot fietsdelen*

Art. 2. § 1 De vergunningsaanvraag wordt ingediend via een onlineformulier dat toegankelijk is op het portaal Mobiliteit in Wallonië. Als het formulier niet beschikbaar is, wordt een verzoek per e-mail aanvaard.

§ 2. De aanvraag voor een vergunning voor vrije vloot fietsdelen bevat:

1. documenten waaruit blijkt hoe is voldaan aan de in hoofdstuk 3 vermelde voorwaarden voor het verlenen van een vergunning voor vrije vloot fietsdelen;

2. de identificatiegegevens van de operator, waaronder zijn naam, zijn ondernemingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen, het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn kantoren in België;

3. de naam, voornaam, het e-mailadres en telefoonnummer van de persoon die het verzoek behandelt;
4. het telefoonnummer en e-mailadres van het contactpunt van de operator, dat te allen tijde bereikbaar is;
5. hoe iedereen aan de operator een fietsdeelvoertuig kan melden dat niet geparkeerd staat volgens de wegcode of de regels van de gewestelijke of gemeentelijke overheid;
6. de soorten fietsdeelvoertuigen die worden aangeboden en hun kenmerken ;
7. de toegepaste prijzen ;
8. de manier waarop de exploitant controleert of de dienst is geïntegreerd in multimodale reisplannerapplicaties en internetplatforms voor het plannen van reizen.

§ 3. De administratie bevestigt binnen tien werkdagen langs elektronische weg de ontvangst van het verzoek.

§ 4. De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking, in de zijn van artikel 4, eerste lid, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), voor de persoonsgegevens bedoeld in § 2, 2°, 3° en 4°.

De administratie is de enige ontvanger van deze gegevens. Deze informatie wordt niet doorgegeven aan derden.

Deze gegevens worden bewaard zolang de vergunning actief is. Ze worden drie jaar na het vervallen of intrekken van de vergunning door de administratie gewist, tenzij er sprake is van een geschil of een andere wettelijke verplichting.

Afdeling 2. — Onderzoek van de aanvraag en beslissing van de Regering

Art. 3. De administratie stelt de operator binnen de tien werkdagen na ontvangst elektronisch op de hoogte van de volledigheid van het dossier zoals bedoeld in artikel 2, § 3.

Als de aanvraag onvolledig is, zal de exploitant de administratie alle aanvullende informatie verstrekken die nodig is om de aanvraag te verwerken. Op basis van de nieuwe elementen, stelt de administratie de operator binnen de tien werkdagen na ontvangst elektronisch op de hoogte van de volledigheid van het dossier.

Art. 4. De beslissing van de Regering over de aanvraag voor een vergunning voor vrije vloot fietsdelen wordt binnen zestig werkdagen na ontvangst van het volledige dossier elektronisch meegedeeld aan de operator. Deze periode is opgeschort van 24 december tot en met 2 januari en van 15 juli tot en met 15 augustus.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning voor vrije vloot fietsdelen

Art. 5. Voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning voor vrije vloot fietsdelen worden beschreven in de artikelen 6 tot 18.

Art. 6. De technische kenmerken van fietsdeelvoertuigen worden bepaald door het type betrokken voertuig.

Fietsdeelvoertuigen die beschikbaar worden gesteld in het kader van een vrije vloot deling moeten aan de volgende technische eisen voldoen:

- 1° ze voldoen aan de technische voorschriften van de wegcode;
- 2° ze zijn uitgerust met spatborden;
- 3° de batterij mag niet aan de steel worden bevestigd;
- 4° ze kunnen een lading van honderd kilo dragen;
- 5° ze kunnen gebruikt worden door mensen die tussen 1m50 en 2m10 lang zijn;
- 6° ze zijn uitgerust met een snelheidsbegrenzer voor de gemotoriseerde aandrijving die gekoppeld is aan de geolokalisatie van de fietsdeelvoertuigen;
- 7° ze respecteren de genderdimensie.

De in artikel 1, 11°, a), van het decreet van 8 juli 2021 bedoelde rijwielen die beschikbaar worden gesteld in het kader van een dienst van vrije vloot fietsdelen moeten ook aan de volgende aanvullende technische eisen voldoen:

- 1° ze kunnen een lading van honderdtwintig kilo dragen;
- 2° ze hebben minstens drie versnellingen;
- 3° ze hebben een in hoogte verstelbaar zadel.

De in artikel 1, 11°, a), van het decreet van 8 juli 2021 bedoelde bromfietsen die beschikbaar worden gesteld in het kader van een dienst van vrije vloot fietsdelen moeten ook aan de volgende aanvullende technische eisen voldoen:

- 1° ze voldoen aan de technische voorschriften van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen
- 2° ze kunnen een lading van honderdtwintig kilo dragen;

Art. 7. Verkeersveiligheid wordt als volgt bevorderd:

- 1° het basisbewustzijn over het veilige gebruik van het voorgestelde fietsdeelvoertuig is een verplichte stap wanneer de klant zich inschrijft voor de diensten van de operator;
- 2° telkens wanneer gebruikers verbinding maken met zijn diensten, zendt de operator een sensibiliseringsboodschap over verkeersveiligheid uit;
- 3° de operator biedt zijn klanten al dan niet digitale opleidingen aan over het veilige gebruik van zijn fietsdeelauto's en andere gebruikers in een stedelijke omgeving.

Art. 8. De voertuigen voldoen aan de volgende milieu- en duurzaamheidsvereisten:

- 1° de fietsdeelvoertuigen die de operator aanbiedt, zijn elektrische voertuigen;
- 2° de operator is in staat om zijn vloot van fietsdeelvoertuigen zo te onderhouden dat de gemiddelde levensduur van zijn vloot ten minste :

- a) één jaar bedraagt voor de voortbewegingstoestellen bedoeld in artikel 1, 11°, e), van het decreet van 8 juli 2021 ;
- b) twee jaar bedraagt voor de rijwielen bedoeld in artikel 1, 11°, a), van het decreet van 8 juli 2021 ;

c) drie jaar bedraagt voor de bromfietsen bedoeld in artikel 1, 11°, a), van het decreet van 8 juli 2021 ;

3° afgedankte fietsdeelvoertuigen of onderdelen ervan worden gerecycleerd en opnieuw gebruikt;

4° de operator en zijn onderaannemers gebruiken enkel groene elektriciteit om volledig of gedeeltelijk gemotoriseerde fietsdeelvoertuigen op te laden;

5° om een duurzame aanpak te behouden, wordt het beheer van de vloot, d.w.z. de vervanging van de batterijen en de inzameling van de fietsdeelvoertuigen, uitsluitend uitgevoerd :

a) door niet-gemotoriseerde voertuigen of elektrische voertuigen tot minimaal vijftig procent vanaf 2023 en honderd procent in 2026;

b) door een of meer lokale bedrijven waarvan de bedrijfseenheid zich op minder dan vijftig kilometer van het exploitatiegebied bevindt.

Art. 9. De exploitant en zijn onderaannemers voldoen aan de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op hun activiteiten en aan de fiscale, sociale en milieuwet- en regelgeving, of zijn daar mee bezig.

Art. 10. De exploitant geeft aan wat het aandeel van onderaanneming is en wie zijn onderaannemers zijn. Hij brengt de administratie elektronisch op de hoogte van alle wijzigingen aan de vergunning voor het vrije vloot fietsdelen tijdens de exploitatie.

Art. 11. De operator en zijn onderaannemers leven de Europese en nationale wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens na.

De operator voert een periodieke zelfevaluatie uit van de naleving van de regelgeving inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 12. De operator publiceert in realtime en in open data, in een formaat bepaald door de administratie, het type van de beschikbare fietsdeelvoertuigen en hun geolocatie binnen het grondgebied van de fietsdeelzone.

Art. 13. De operator verstrekt de administratie en de gemeenten waarin hij actief is, gratis de volgende informatie en gegevens per type fietsdeelvoertuig, per door de minister bepaalde periode, tegen het tempo en in de formaten die door de Minister zijn vastgesteld:

1° de exploitatiegebieden in Wallonië waar hij actief was tijdens de periode;

2° het gemiddelde gebruik van straten door zijn fietsdeelvoertuigen over de periode, in de vorm van een heatmap;

3° de classificatie van de locaties, per volume geaggregeerd over de periode, waar zijn fietsdeelvoertuigen worden opgehaald en gestald;

4° het cumulatieve aantal over de periode per exploitatiegebied, uitgesplitst per gemeente indien van toepassing, per tijdslot en per type dag:

a) van gebruikers, uitgesplitst naar geslacht en leeftijdsgroep, en geanonimiseerd ;

b) van gemaakte reizen, met inbegrip van de cumulatieve afstand ;

c) van beschikbare fietsdeelvoertuigen;

5° het aantal verhuringen per fietsdeelvoertuig van hetzelfde type per dag berekend over de periode;

6° statistieken over de gemiddelde snelheid van de ritten van zijn fietsdeelvoertuigen over de periode;

7° het totale aantal gebruikers over de periode, opgesplitst in nieuwe gebruikers en actieve gebruikers;

8° de gemiddelde levensduur van zijn fietsenpark in Wallonië sinds het verkrijgen van de vergunning.

De door de Minister vastgestelde perioden mogen niet korter zijn dan een maand.

Operatoren die aantonen dat het voor hen technisch onmogelijk is de in lid 1 bedoelde informatie en gegevens of een deel daarvan te verzamelen, kunnen van de directeur-generaal van de Administratie vrijstelling van deze verplichting krijgen.

Art. 14. De operator en zijn onderaannemers sluiten een verzekering af die hun wettelijke aansprakelijkheid dekt en de risico's dekt die inherent zijn aan het gedrag van de gebruikers.

Art. 15. De voertuigen bedoeld in artikel 1, 11°, b), c) en d) van het decreet van 8 juli 2021 zijn gedekt door de verplichte verzekering burgerlijke aansprakelijkheid motorrijtuigen afgesloten door de operator.

Art. 16. De operator stelt een contactpunt in dat te allen tijde bereikbaar is voor de gemeenten waarin hij actief is.

Art. 17. De software aan boord van het fietsdeelvoertuig is beschermd tegen aanvallen.

Art. 18. De fietsdeelvoertuigen zijn uitgerust met een apparaat waarmee in realtime kan worden gecontroleerd of de fietsdeelvoertuigen aan het einde van de huurperiode op geautoriseerde plaatsen worden gestald.

HOOFDSTUK IV. — *Hernieuwing van de vergunning voor vrije vloot fietsdelen*

Art. 19. De operator dient ten minste negentig dagen voor het verstrijken van de vergunning bij de administratie een aanvraag tot verlenging van de vergunning voor vrije vloot fietsdelen in volgens de door de administratie vastgestelde procedures.

De verlengingsaanvraag bevat een bijgewerkte versie van de oorspronkelijke aanvraag als bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK V. — *Intrekking en schorsing van de vergunning vrije vloot fietsdelen*

Art. 20. De administratie onderzoekt het geval van intrekking of schorsing van de vergunning dat is ingeleid naar aanleiding van de beslissing bedoeld in artikel 18 van het decreet van 8 juli 2021.

De administratie organiseert en leidt de hoorzitting bedoeld in artikel 19, tweede lid, van het decreet van 8 juli 2021.

De beslissing van de Regering wordt uitvoerbaar drie dagen nadat de exploitant ervan in kennis is gesteld.

HOOFDSTUK VI. — *Termijnen*

Art. 21. De vervaldatum is opgenomen in de termijn. Wanneer die dag een zaterdag, een zondag of een officiële feestdag is, kan de vervaldag evenwel uitgesteld worden tot de volgende werkdag.

Voor de toepassing van dit besluit is een "werkdag" elke dag die geen zaterdag, zondag of officiële feestdag is.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Operatoren die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet al langer dan een maand fietsdeelfoertuigen aanbieden op het grondgebied van het Waals Gewest, zullen uiterlijk op 1 januari 2024 over een vergunning voor vrije vloot fietsdelen beschikken.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 24. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 augustus 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46145]

13 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 37/8 et 38/5) portant sur l'inscription de zones d'activité économique mixte et industrielles et des compensations y associées, sur le territoire de la commune de Leuze-en-Hainaut, en vue de l'extension des parcs d'activité économique de « Leuze Europe » et de Leuze « Vieux-Pont »

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024, approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.50 ;

Vu le schéma de développement du territoire, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et ses révisions ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 2017 décidant de réviser le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 37/8 et 38/5) et adoptant l'avant-projet de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Leuze-en-Hainaut, ainsi que le projet de contenu de l'étude d'incidences ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 2017 adoptant le projet de contenu de rapport sur les incidences environnementales relatif au projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 37/8 et 38/5) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Leuze-en-Hainaut ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2017 décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 37/8 et 38/5) adopté le 16 mars 2017 en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Leuze-en-Hainaut et adoptant son contenu ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2021 adoptant, en application de l'article D.II.49, § 3, du Code du développement territorial, le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 37/8 et 38/5) en vue de l'extension des parcs d'activité économique de « Leuze Europe » et de Leuze « Vieux-Pont » et des compensations y associées sur le territoire de la commune de Leuze-en-Hainaut ;

Considérant que le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz du 3 juin 2021 précité portait sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique mixte dans le prolongement sud et ouest du parc d'activité économique de « Leuze-Europe » ;

- d'une zone d'activité économique industrielle, pour reconfigurer le parc d'activité économique de « Leuze-Europe », en bordure du contournement routier ;

- de trois zones d'activité économique industrielle, à l'ouest et à l'est de la zone d'activité économique industrielle existante dite « Vieux-Pont » ;

- de deux zones de services publics et d'équipements communautaires, à l'emplacement de la station d'épuration et du parc à conteneurs ;

- d'une zone d'habitat à caractère rural de 50 mètres de profondeur à front de la rue du Maréchal à Pipaix ;

- du tracé existant du contournement est de Leuze-en-Hainaut, entre son croisement avec la N7, au nord et la borne K 56,6 de la N60, au sud et de la désinscription du projet de tracé et du périmètre de réservation qui lui était associé ;

à titre de compensations planologiques :

- de quatre zones agricoles aux lieux-dits « Pont Festu », « Hameau de la Dîme », « Bon Air » et « Hameau du Sart » ;

- de deux zones d'espaces verts aux lieux-dits « Hameau du Sart » et « Malametz » ;